

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

**COUR ADMINISTRATIVE**

Numéro du rôle : 22680 C  
Inscrit le 12 mars 2007

---

**Audience publique de vacation du 18 juillet 2007**

**Recours formé par l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg dirigé contre un jugement du tribunal administratif rendu dans l'affaire ayant opposé la société anonyme ... à une décision du directeur de l'administration des Contributions directes en matière d'impôts sur le revenu**

**- Appel -  
(jugement entrepris du 29 janvier 2007, no 21494 du rôle)**

---

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 22680C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 12 mars 2007 par Monsieur le délégué du Gouvernement Gilles Roth, agissant en nom et pour compte de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, sur base d'un mandat lui conféré par la ministre des Finances en date du 12 mars 2007, dirigée contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 29 janvier 2007, par lequel il a reçu le recours en réformation en la forme, et, dans le cadre du recours en réformation, a annulé la décision du directeur des Contributions directes du 7 mars 2007 disant irrecevable une réclamation introduite par la société anonyme ... et renvoyé l'affaire devant le directeur des Contributions directes, a déclaré le recours en annulation introduit à titre subsidiaire irrecevable et condamné l'Etat aux frais, à l'exception de ceux qui ont été déboursés dans le cadre de la notification de la requête introductive d'instance ;

Vu la notification de ladite requête d'appel par voie postale à l'intimée ... s.a. et à son mandataire Maître Arsène Kronshagen en date du 13 mars 2007 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 6 avril 2007 par Maître Arsène Kronshagen ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Où le vice-président en son rapport à l'audience publique de la Cour administrative et Maître Arsène Kronshagen, ainsi que le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein en leurs observations orales.

---

Par requête déposée au greffe de la Cour le 12 mars 2007 l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg a déclaré relever appel d'un jugement rendu le 29 janvier 2007 dans une affaire inscrite sous le n° 21494 du rôle statuant sur un recours formé par la société anonyme ..., ayant son siège social à ..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 7 mars 2006 déclarant la réclamation introduite le 14 septembre 2005 par ... de la société à responsabilité limitée ..., au nom et pour compte de la société anonyme ... contre le bulletin de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux de l'année 2001 émis le 20 juillet 2005 irrecevable pour défaut d'existence d'un mandat *ad litem* à l'époque de la réclamation.

Le jugement dont appel, dans le cadre du recours en réformation a annulé la décision du directeur des Contributions déclarant irrecevable le recours introduit par le mandataire de la société anonyme ..., retenant que la procuration émise par la société ... à l'adresse de ..., certes datée du 14 février 2006, vaut confirmation et ratification des actes posés par celui-ci, à savoir de la réclamation déposée le 5 septembre 2006 contre le bulletin de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux de l'année 2001 émis le 20 juillet 2005, ladite procuration reconnaissant explicitement le pouvoir accordé à ... de « *requérir (...) la révision, du bulletin de retenue à la source sur revenu de capitaux 2001* », chose que celui-ci aurait précisément faite par le dépôt d'une réclamation en date du 5 septembre 2006.

Le recours subsidiaire en annulation a été déclaré irrecevable.

L'appel est motivé d'une part, sur ce qu'il y aurait nécessité d'un mandat *ad litem* pour l'exercice d'une réclamation contre un bulletin d'imposition à faire pour autrui et d'autre part, sur ce que cette procuration devait être antérieure au dépôt de la réclamation.

Il est conclu à la réformation du jugement dont appel et à voir déclarer le recours initial irrecevable, sinon non fondé.

L'intimée société anonyme ... a fait déposer un mémoire en réponse le 6 avril 2007.

Il est conclu à titre principal à la confirmation du jugement.

A titre subsidiaire, l'existence d'un mandat *ad litem* au moment de l'existence de la réclamation est offerte en preuve.

Considérant que l'appel est recevable pour être intervenu dans les formes et délai de la loi ;

Considérant qu'il échet de rappeler les éléments de fait du dossier et la chronologie des différents actes de procédure extrajudiciaire ;

Considérant que le bulletin de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux pour l'année 2001 pour la société anonyme ... a été émis le 20 juillet 2005 ;

que le 14 septembre 2005, le représentant de la s.à.r.l. ..., ... a introduit une réclamation libellée « *nous faisons appel* » contre le bulletin susdit au motif d'une application prétendument non-conforme de la convention préventive de double imposition entre le Luxembourg et la Confédération Helvétique;

que par une lettre du 13 février 2006 intitulée « *régularisation de la procédure* », le secrétaire de la division du Contentieux de la Direction des Contributions, ... a été invité, « *par application des paragraphes 107, 238 et 254 AO, je vous prie de justifier, pour le 1<sup>er</sup> mars 2006 au plus tard, de votre pouvoir d'agir en versant au dossier la procuration qui établit votre mandat exprès et spécial pour l'instance introduite, étant entendu qu'une société est inhabile à postuler devant une juridiction des impôts ou devant le directeur des contributions* » ;

qu'en date du 14 février 06, ... s.a. a émis un écrit intitulé « *procuration* » libellé comme suit : « *Les soussignés ...et ..., toutes (les) deux administratrices de la société ... s.a. ayant son siège social à..., inscrite au Registre du Commerce de Luxembourg sous le n°..., autorisent par la présente Monsieur ..., représentant de ..., à requérir auprès de la Direction des Contributions, Division du Contentieux, la révision du bulletin de retenu à la source sur le revenu de capitaux 2001* » ;

que par décision du 7 mars 2006, le directeur des Contributions a dit la réclamation irrecevable faute de qualité ;

que le directeur a retenu le fait constant en cause que l'écrit produit est daté du 14 février 2006, « *soit postérieurement non seulement à l'introduction de la requête, mais aussi à l'expiration du délai contentieux* », tout en motivant sa décision sur ce qu'« *un mandat ad litem, qu'elle que soit l'époque à laquelle il est effectivement produit, doit avoir existé dès l'introduction de la réclamation et qu'aucune ratification ultérieure d'une réclamation introduite sans mandat ad litem ne saurait être admise après l'expiration du délai* » ;

Considérant que c'est à tort qu'il est reproché au directeur des Contributions d'avoir demandé au signataire de la réclamation de justifier de son pouvoir d'agir « *en versant au dossier une procuration qui établit votre mandat exprès et spécial* » seulement après l'expiration du délai de réclamation, mettant de ce fait l'intéressé hors d'état de produire une procuration en temps utile ;

Considérant en effet que si le paragraphe 254 alinéa 2 de la loi générale des impôts (AO) porte que « *Bevollmächtigte und gesetzliche Vertreter haben sich auf Verlangen als solche auszuweisen* », disposition muette sur la date à laquelle devrait exister le pouvoir visé, il n'en est pas moins que l'invitation à verser une procuration doit être entendue en ce sens qu'il s'agit de communiquer à l'administration la procuration existante qui aura pu manquer au dossier, rendant ainsi incertaine l'existence de la qualité d'agir du mandataire et non pas de faire rédiger *a posteriori* une procuration, un mandataire n'ayant pu introduire la réclamation pour compte d'autrui qu'au cas où il était muni d'une procuration spéciale et expresse à cette fin ;

Considérant que par ailleurs, il résulte de la procuration versée et datée du 14 février 2006 que les signataires « *autorisent* » ... « *à requérir la révision du bulletin* », de sorte que, même à supposer possible une rectification rétroactive du mandat d'agir, cette intention ne résulte pas de la formulation de la procuration qui, en particulier, ne comprend pas l'attestation que le mandat, eut-il été verbal, aurait existé au moment de l'introduction de la réclamation ;

Considérant que c'est à bon droit, pour les motifs contenus dans sa décision et pour les motifs fournis par le délégué du Gouvernement en première instance, tenant tant au risque d'une *reformatio in pejus*, conséquence éventuelle du réexamen intégral du dossier que déclenche la

réclamation qu'au risque d'atteinte au secret fiscal en cas d'intervention comportant la communication des éléments du dossier à une personne non munie d'un pouvoir, que le directeur, suivant en cela une jurisprudence bien établie à laquelle les éléments du dossier et les moyens produits n'exigent pas de revenir, que le directeur a dit la réclamation irrecevable ;

Considérant qu'il échet pareillement de rejeter le moyen tiré de l'absence de cours du délai de réclamation alors que, l'information sur les modalités de l'action par mandataire n'aurait pas figuré à l'information sur les voies de recours, alors que, comme il a été à bon droit soulevé par le délégué du Gouvernement, le recours en la matière à un mandataire est facultatif, cette information ne pouvait être exigée, une obligation afférente ne résultant d'ailleurs d'aucun texte et le mandataire, en tant que professionnel ayant en lui-même l'obligation de renseigner utilement son client sur les forme et contenu que devrait avoir le pouvoir qui devait lui être confié ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu à réformation du jugement et de dire le recours non justifié ;

**Par ces motifs ;**

la Cour, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

reçoit l'appel en la forme ;

au fond le dit justifié ;

par **réformation** du jugement dont appel, dit non fondé le recours contre la décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 7 mars 2006 déclarant la réclamation introduite le 14 septembre 2005 par Monsieur ... de la société à responsabilité limitée ..., en nom et pour compte de la société anonyme ... contre le bulletin de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux de l'année 2001 émis le 20 juillet 2005, irrecevable pour défaut d'existence d'un mandat *ad litem* à l'époque de la réclamation ;

met les frais des deux instances à charge de l'intimée ... s.a. ;

Ainsi délibéré et jugé par

Jean Mathias Goerens, vice-président, rapporteur  
Marc Feyereisen, conseiller  
Henri Campill, conseiller

et lu par le vice-président Jean Mathias Goerens en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier de la Cour Anne-Marie Wiltzius.

le greffier

le vice-président